

Le 25^e anniversaire de l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération canadienne

Au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée à Saint-Jean (Terre-Neuve), le 31 mars, le premier ministre de la province, M. Frank Moores, a allumé une flamme symbolique devant l'édifice de la Confédération (Parlement provincial) pour marquer le début de la vingt-cinquième année de Terre-Neuve en tant que province du Canada. Environ 500 personnes ont assisté à la cérémonie, qui a été précédée d'un concert. Dans les agglomérations à travers la province, des feux de joie brûlaient pour célébrer ce que le gouvernement provincial appelle une fête anniversaire de six mois.

M. Moores a rendu hommage à son prédécesseur, M. Joseph Smallwood, et à ceux qui avaient oeuvré à l'adhésion de Terre-Neuve à la Confédération en 1949. Selon M. Moores, "Terre-Neuve est en voie d'épanouissement, oubliant certains clichés notamment ceux de "néo-Canadiens" et de "province cadette".

"Nous devons maintenant nous considérer comme des Canadiens et comme une province semblable aux autres, sauf sous un aspect, celui de la tâche à accomplir. Aussi devons-nous nous employer à faire de notre province le trait d'union socio-économique le plus fort de la Confédération."

Parmi les principaux événements qui auront lieu, il convient de citer les spectacles offerts par des caravanes qui visiteront jusqu'à 450 agglomérations de la province durant l'été. Au cours des "Semaines provinciales" qui se dérouleront dans dix localités de Terre-Neuve, il y aura entre autres des banquets et diverses festivités en l'honneur des autres provinces et des deux territoires auxquels assisteront, (on l'espère,) leurs dirigeants respectifs. Durant chacune de ces semaines, on donnera à un site de la région le nom de la province à laquelle on rend hommage.

Notes historiques

En août 1583, durant le règne de la reine Elizabeth I, sir Humphrey Gilbert (demi-frère de sir Walter Raleigh) prenait possession de l'île au nom de l'Angleterre, mais les diverses tentatives de colonisation s'avéraient infructueuses et environ trois siècles

devaient s'écouler avant que Terre-Neuve ne commence à se développer en tant que colonie.

Prélude à la Confédération

Jusqu'en 1832, l'administration de Terre-Neuve incombait à un gouverneur, dont les directives provenaient du ministère des Colonies de la Grande-Bretagne. Cette année-là, en réponse aux demandes persistantes des résidents, on créa un corps législatif dont relevèrent jusqu'en 1855 le gouverneur et son groupe d'administrateurs.

Lorsque la question de fédération des colonies de l'Amérique du Nord britannique fut d'abord soulevée en 1858, Terre-Neuve y prit un certain intérêt. Pourtant la colonie ne fut pas invitée en 1864 à la Conférence de Charlottetown qui, bien qu'initialement convoquée dans le but unique d'étudier la possibilité d'une union des trois provinces Maritimes, devint finalement une conférence de toutes les colonies du continent. Lors de la Conférence de Québec, qui s'est tenue plus tard la même année, Terre-Neuve était représentée par une délégation bipartite. Les délégués n'étaient pas habilités à se prononcer au nom du Gouvernement terre-neuvien, mais ils penchaient en faveur de l'union. Aucune mesure ne fut prise avant que la Confédération ne devienne effective et, lorsqu'en 1869, le corps électoral fut consulté sur la question de confédération, le gouvernement essuya un rude échec. D'autres négociations sur cette question furent amorcées à Ottawa, en avril 1895, mais des désaccords sur les modalités financières amenèrent les parties en cause à abandonner les pourparlers.

Gravité de la situation financière

Terre-Neuve a éprouvé de sérieuses difficultés financières durant la crise économique des années 30 et elle n'a pu continuer de suffire à ses besoins. En 1933, la situation était devenue tellement grave que le Gouvernement de Terre-Neuve demanda au Gouvernement britannique d'établir une Commission royale d'enquête sur les conditions financières. Se fondant sur les recommandations de la Commission, les autorités britanniques suspendirent le mode de gouvernement parlementaire et on instaura, le 16 février 1934, un gouvernement par l'intermédiaire d'une Commission.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la position financière de Terre-Neuve

s'est considérablement améliorée et la question de son futur mode de gouvernement a été mise sur le tapis. Dans le second des deux référendums organisés en 1948, la majorité des électeurs se prononçait en faveur de l'union avec le Canada. Le 18 février 1949, la sanction royale était donnée aux modalités d'union et Terre-Neuve devenait officiellement la dixième province du Canada juste avant minuit, le 31 mars 1949.

La province de Terre-Neuve englobe deux grandes régions: l'île de Terre-Neuve, d'une superficie d'environ 43,000 milles carrés et le territoire du Labrador, d'une superficie d'environ 113,000 milles carrés. La province est riche en ressources naturelles et l'économie se fonde largement sur l'industrie primaire. En outre, elle compte beaucoup sur le commerce extérieur puisque la plupart des produits indispensables aux Terre-Neuviens doivent être importés et que pour contrebalancer ces importations un niveau élevé d'exportations doit être maintenu.

Réunion du Comité ministériel Canada - Japon

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, a annoncé que le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Japon ont convenu de tenir la septième réunion du Comité ministériel Canada/Japon à Tokyo les 13 et 14 mai. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures sera à la tête de la délégation canadienne et M. Masayoshi Ohira, ministre des Affaires étrangères dirigera la délégation japonaise. D'autres ministres des deux pays participeront également à la réunion.

La création du Comité ministériel Canada/Japon a été annoncée dans le communiqué conjoint publié lors de la visite au Canada de M. Hayato Ikeda, alors premier ministre du Japon. Le Comité a tenu sa première réunion à Tokyo en 1963 et s'est réuni alternativement au Canada et au Japon par la suite. La sixième réunion du Comité a eu lieu à Toronto en septembre 1971. Le Comité a pour but de fournir aux ministres des deux pays l'occasion de se rencontrer pour échanger leurs vues sur des questions d'intérêt commun et de se sensibiliser aux problèmes de l'autre pays.